



1815, le russe Alexandre 1^{er} pose les bases de la neutralité Suisse.
ONU, 28 février 2022 : Ignazio Cassis aligne la Suisse sur les sanctions internationales contre la Russie de Poutine.

Performances	Fév 2022	
Actions		
MSCI Monde (USD)	2.7	7.5
MSCI US	3.1	8.6
MSCI Suisse	1.9	7.6
MSCI Europe	2.7	7.2
MSCI UK	0.3	2.2
MSCI Emergents (USD)	3.1	4.9
Obligations (perf. CHF)		
Mondiales	1.4	3.0
Souveraines	1.1	2.5
Entreprises IG	2.2	4.9
Entreprises HY	2.5	4.8
EM	4.9	2.7
Taux USA 10a (%)	1.8	1.5
Taux Allemand 10a (%)	0.1	0.2
Taux Suisse 10a (%)	0.3	0.1
Alternatifs		
Fonds alternatifs (USD)	0.4	1.8
Or : \$1928	6.2	4.4
Pétrole (Brent) : \$113	10.7	29.8
SXI - Immo Suisse	3.4	3.6
Devises		
EURUSD : 1.111	0.1	1.3
EURCHF : 1.022	1.2	0.9
USDCHF : 0.92	1.1	0.4
GBPCHF : 1.226	1.3	0.2
USDCNY : 6.317	0.8	0.7
Bitcoin : \$43'860	8.4	10.1
Allocation	--	- N + ++
Liquidités		●
Obligations		
Souveraines	●	
Entreprises IG	●	
Entreprises HY		●
Dettes Emergentes		●
Liées à l'inflation	●	
Convertibles		
Actions		
Suisse		●
Europe	●	<
US		●
Japon		●
Marchés EM	●	
Alternatifs		
Immobilier	●	
Or	●	
Fonds Alternatifs		●

Revue mensuelle

Mars 2022



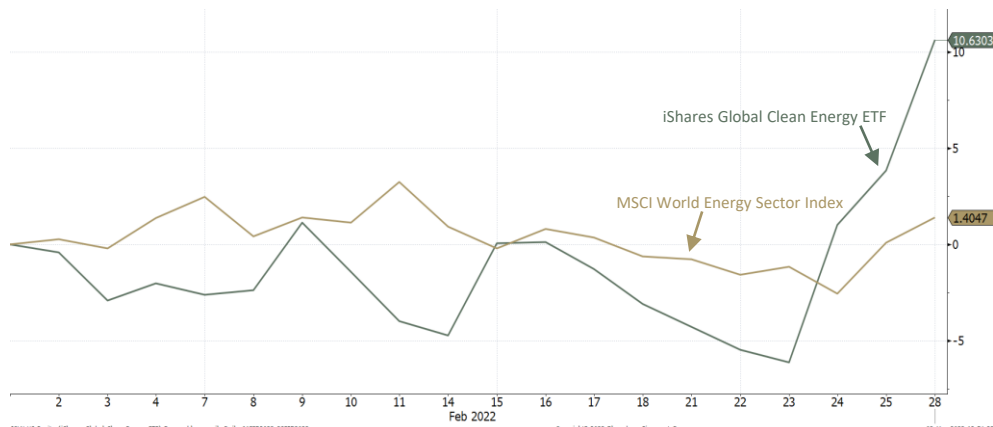
Nos pensées vont naturellement et prioritairement aux victimes de l'invasion russe en Ukraine.

Les marchés ont connu une volatilité accrue suite au choc de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les actions mondiales ont chuté pour un deuxième mois consécutif perdant près de 3%. Les obligations souveraines n'ont pas joué leur rôle de valeur refuge et ont perdu 1%. Seules les matières premières et l'or se sont appréciés ainsi que les autres valeurs refuges traditionnelles comme le franc suisse. Celui-ci s'est apprécié d'1% environ face aux autres devises majeures.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie aux conséquences humaines dramatiques, a accru le risque d'un ralentissement de la croissance économique couplé à une forte inflation. Les prix des matières premières augmentent à partir de niveaux déjà très élevés en raison d'un choc négatif de l'offre. La Russie représente environ 40 % des importations de gaz et 30 % des importations de pétrole de l'Union européenne. C'est également le premier fournisseur de blé au monde. Il n'existe pas d'alternative évidente à l'approvisionnement russe à court terme. L'Europe se voit donc confrontée à un épisode de stagflation, c'est-à-dire un ralentissement économique et une forte inflation. La Banque centrale européenne devrait donc rester passive et mettre en attente toute mesure de réduction de la liquidité comme annoncées avant la crise ukrainienne. La réserve fédérale américaine devrait, quant à elle, se concentrer sur la lutte contre l'inflation et augmenter ses taux directeurs en mars, l'économie des États-Unis étant moins liée économiquement à la Russie que l'Union européenne.

Les risques géopolitiques et de taux d'intérêt persisteront au cours des mois à venir et devraient maintenir la volatilité du marché à un niveau élevé. Compte tenu du contexte géopolitique et de la dégradation économique qui en découle, nous avons décidé de sous pondérer tactiquement les actions. Cette réduction se fait en diminuant les actions de la zone euro, celle-ci étant la plus exposée à la crise ukrainienne. La volatilité des prix des combustibles fossiles met en évidence un besoin de plus en plus urgent de diversifier les sources d'énergie conventionnelles. Les énergies renouvelables constituent une voie de plus en plus attrayante pour fournir cette alternative. La production d'énergie devient locale, offrant ainsi une voie à long terme vers l'indépendance énergétique.

Les titres liés à la transition énergétique profitent de l'envolée des énergies fossiles



Thématique du mois

Les enjeux de la transition énergétique pour vous, investisseurs.



La dégradation du climat, de plus en plus flagrante, souligne la nécessité et l'urgence d'une transition climatique. Le monde doit « se décarboner », et il doit le faire vite. Dans cet esprit, la pression des consommateurs, du régulateur et de l'innovation fait naître une opportunité intéressante : investir dans des entreprises susceptibles d'être les acteurs de la transition vers une économie « zéro émission » et résiliente au changement climatique.

L'ampleur du défi énergétique

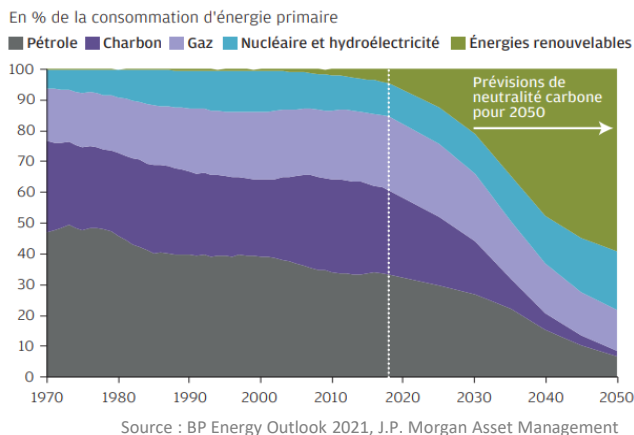
L'objectif d'un réchauffement climatique fixé à +1.5°C par la COP21 impose de multiplier par six le recours aux énergies décarbonées. Pour tendre vers cet objectif, l'économie mondiale va devoir évoluer dans plusieurs domaines; modifier son mix énergétique, son modèle de croissance et son mode de consommation. Une vraie révolution des habitudes qui touche aussi bien notre habitat que le contenu de nos assiettes. Décarboner la production d'électricité est en bonne voie. Les industries lourdes comme celle de l'acier ou du ciment en encore à leur début. L'augmentation rapide des émissions ces trois dernières décennies incombe essentiellement aux pays émergents. Rien qu'en Suisse, l'Association suisse des banquiers et le Boston Consulting Group estiment qu'une décarbonisation du pays d'ici 2050 nécessitera un investissement de CHF12,9 Mia par an.

Quel « mix énergétique » et dans quels secteurs?

L'Agence Internationale pour l'Energie Renouvelable (IRENA) a établi une feuille de route afin d'orienter les politiques publiques et les initiatives du secteur privé.

Tout d'abord, elle prône la maximisation de l'efficacité énergétique, talon d'Achille de nombreuses énergies renouvelables. En effet, certaines solutions comme le solaire ne fournissent pas une énergie en continu, c'est pour cela qu'un stockage efficace, ne concédant qu'une déperdition minimale d'énergie est nécessaire afin de rendre cette solution véritablement durable.

Mix énergétique mondial



Vient ensuite le cas de l'électricité. Il est impératif qu'une part croissante de cette dernière provienne de sources renouvelables. C'est pourquoi les énergies

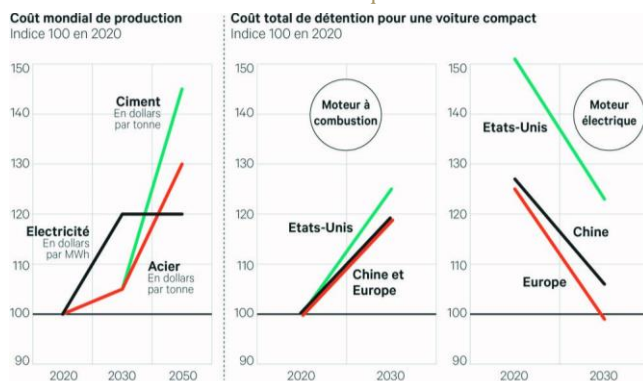
solaires, éoliennes et hydro-électriques deviendront les incontournables des systèmes électriques d'ici à 2050. Dans les secteurs de l'industrie, du BTP et des transports, l'électricité n'est qu'une partie de la solution. La bioénergie, l'énergie solaire thermique et géothermique constituent des alternatives prometteuses.

Inflation et transition énergétique ou greenflation

Un rapport du McKinsey Global Institute publié en 2020 revoit à la hausse les investissements en faveur d'une trajectoire vers le zéro carbone d'ici 2050. Ils se chiffrent à USD 9'200 Mrds par an, soit 60% de plus qu'actuellement, et autour de 8% du PIB mondial pour la période 2021-25 (contre 6,8% en 2020).

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, cette transition impliquerait des changements dans les méthodes de production au sein des industries polluantes se traduisant par des hausses de coûts pour les consommateurs. Au niveau des automobiles, le coût total de détention de véhicules dotés de moteurs à combustion devrait augmenter alors que les véhicules électriques devraient devenir de plus en plus rentables.

L'inflation et la transition climatique



Des prix du pétrole élevés favorisent la transition vers des énergies plus durables. Les consommateurs pourraient ainsi pousser cette transition pour des raisons économiques. Les investissements d'infrastructures sont également un enjeu de taille dans la réduction des coûts de l'énergie durable sur le long terme.

Solutions d'Investissement

La création de valeur dans le domaine de la transition énergétique attire les capitaux et favorise les véhicules d'investissement sur ce thème. Ceux-ci peuvent cibler certains secteurs ou certaines énergies, ou aborder cette thématique plus globalement. Afin d'y investir, nous proposons le fonds BlackRock BGF Future of Transport et Nordea Global Listed Infrastructure. Enfin, pour jouer ce thème de manière plus holistique, nous suggérons les fonds Pictet Global Environmental Opportunities et LO Natural Capital de Lombard Odier.